

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 06/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



PAPREC MEDITERRANEE

Route de Baussenq, lieu-dit « Francony »
13310 SAINT-MARTIN-DE-CRAU

Références : D-00336-2023

Code AIOT : 0006401772

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement PAPREC MEDITERRANEE implanté Lieu dit FRANCONY 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC MEDITERRANEE
- Lieu dit FRANCONY 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006401772
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité comme une installation de compostage de boues de stations d'épuration et de déchets végétaux de 1997 à 1999. Suite à l'arrêt de cette activité, l'exploitant a été autorisé, par arrêté complémentaire du 27/08/2001, à exploiter une unité de broyage et valorisation de déchets de bois, ainsi qu'un centre de transit de déchets non dangereux tels que papiers/cartons et plastiques.

Récemment, par arrêté préfectoral n° 2020-217-A du 10/03/2023, la société PAPREC MEDITERRANEE a été autorisée à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et à développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la nature des installations,
- les garanties financières,
- les règles d'aménagement du site et travaux programmés,
- les installations de prélèvement d'eau,
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- la limitation du trafic poids-lourds,
- la limitation du volume annuel et le suivi des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nature des Installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Implantation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.1.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.6.2	Sans objet
5	Mesures d'évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.1	Porter à connaissance prévu
8	Limitation du trafic poids-lourds	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.2	Sans objet
9	Limitation du volume annuel par nature de déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.3	Sans objet
10	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.4.1	Sans objet
11	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit de la première visite d'inspection du site suite à l'autorisation préfectorale délivrée le 10/03/2023 pour l'augmentation de la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et le développement d'une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre.

D'importants travaux d'amélioration du site sont programmés sur les trois années à venir. La construction prochaine d'un auvent en constituera la première étape.

Lors de son contrôle, l'inspection des installations classées a formulé cinq écarts (volume d'activité, distance des limites du site, dispositif anti-retour, organisation des stockages et moyens de lutte contre l'incendie). Les trois premiers relèvent plutôt d'un défaut de justification, alors que les deux derniers nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives plus importantes.

À ce stade, vu la nature des déchets constituant les stocks à résorber (bois de type souches et troncs, broyats de végétaux et déchets de démolition de chantiers), considérant qu'ils présentent des enjeux limités en matière d'atteinte à l'environnement au sens de l'article L511-1 du code de l'environnement, considérant les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie déployés sur le site de PAPREC MEDITERRANEE et compte-tenu des engagements pris par l'exploitant lors de la visite, il n'est pas proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure d'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des Installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.2				
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité				
Prescription contrôlée :				
Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :				
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Transit, regroupement, tri de papiers, cartons, plastiques	19 500 m³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Transit, regroupement, tri de déchets non dangereux en mélange	3 975 m³	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage du bois	200 t/jour au maximum, dont bois A : 70 t/jour	A
<i>Pour ce qui concerne les activités soumises aux régimes de l'autorisation et de l'enregistrement. Les autres activités relevant du régime déclaratif.</i>				
Constats :				
<p>Rubrique n° 2714 : l'exploitant réceptionne les déchets et les trie. Puis, les déchets sont chargés dans des semi-remorques à fond mouvant automatique (FMA) de capacité 90 m³. Il s'agit donc d'une rupture de charge, il n'y a pas d'activité de mise en balle sur le site.</p> <p>Rubrique n° 2716 : l'exploitant réceptionne les déchets et procède à un tri grossier à la pelle mécanique. Les déchets sont régulièrement évacués.</p> <p>Ces deux activités seront prochainement exercées sous un auvent qui abritera des alvéoles de séparation en béton. Suite aux travaux, les volumes de déchets présents sur le site pourront être connus en temps réel grâce à un marquage sur les parois des alvéoles.</p> <p>Rubrique n° 2791 : l'exploitant dispose de trois broyeurs et d'un crible.</p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni l'état des stocks de déchets présents sur le site pour la journée du 9 mai (veille de l'inspection) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - carton : 9,84 t - plastique : 0 t - verre : 26 t - végétaux : 5,6 t - gravats : 160 t - bois A affiné : 71 t - bois A broyé : 330 t - bois B broyé : 320 t <p>Il manque l'état du stock de déchets non dangereux non inertes.</p> <p>L'état des stocks est exprimé en tonnage, alors que les quantités maximales autorisées sont définies en volume (m³) par l'arrêté préfectoral. Pour autant, une comparaison en première approche entre tonnage et volume permet de dire que les volumes de déchets présents sont en deçà des quantités maximales autorisées.</p> <p>Il est toutefois rappelé à l'exploitant que pour les activités dont la capacité maximale autorisée sur le site est exprimée en volume, ce dernier doit pouvoir justifier en tout temps des volumes de déchets en transit sur sa plateforme. À la suite des travaux d'aménagement du site, l'exploitant justifiera les moyens mis en place pour s'assurer du respect de ces volumes maximum.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale				
Proposition de délais : 2 mois				

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none">• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement• la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : L'arrêté préfectoral autorisant la société PAPREC MEDITERRANEE à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux et à développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre sur son site de Saint-Martin-de-Crau a été signé le 10 mars 2023, puis notifié en suivant à l'exploitant. Consécutivement à la visite d'inspection du 10 mai 2023, l'exploitant a transmis par courriel du 16 mai un acte de cautionnement solidaire relatif aux garanties financières daté du 25 avril 2023. Le montant figurant dans ce document correspond au montant de référence défini dans l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral sus-visé. Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Implantation

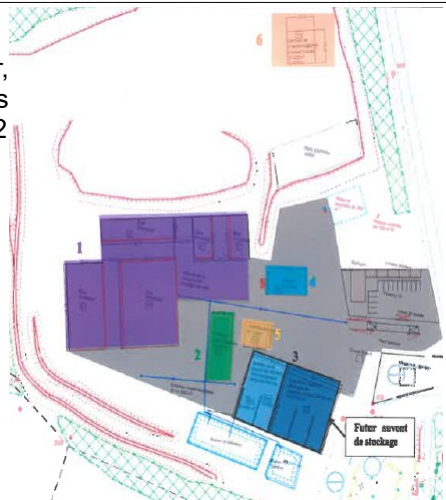
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 1.7
Thème(s) : Autre, Distance des limites du site
Prescription contrôlée : Les limites des aires d'entreposage des déchets combustibles ou inflammables sont implantées à une distance au moins égale à 20 m de l'enceinte de l'établissement.
Constats : L'exploitant déclare que ce type de déchets est entreposé à une distance supérieure à 20 m des limites du site. Lors de la visite de terrain, il n'est pas observé de marquage ou de dispositif permettant de matérialiser cette distance minimale à respecter, notamment au sud est du site (proximité avec la déchetterie). Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de confirmer le respect d'une distance minimale de 20 mètres des limites des aires d'entreposage des déchets combustibles ou inflammables de l'enceinte de l'établissement par la transmission de tout élément de justification qu'il jugera approprié. À noter qu'il pourrait être opportun de prévoir des dispositions/dispositifs pérennes dans le temps garantissant le respect de cette distance d'isolement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif anti-retour
Prescription contrôlée : ... Un dispositif anti-retour d'eau doit être posé afin de protéger la nappe phréatique.
Constats : La pose d'un dispositif anti-retour d'eau afin de protéger la nappe phréatique est une des prescriptions proposées par l'ARS dans son avis du 12/11/2020 émis dans le cadre de la procédure d'instruction de l'autorisation environnementale déposée par la société PAPREC MEDITERRANEE, ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 10/03/2023. L'exploitant déclare que les trois forages en sont équipés depuis leur réalisation, soit antérieurement à la procédure d'autorisation environnementale. Il est demandé à l'exploitant de fournir les documents justifiant que chaque forage est équipé d'un dispositif anti-retour d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mesures d'évitement, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.1
Thème(s) : Autre, Réalisation des travaux
Prescription contrôlée : ... Les travaux seront réalisés en 3 phases, sur 3 ans, conformément au dossier (construction de l'auvent, aménagement des bassins de rétention des eaux, imperméabilisation, aménagement des différentes aires de stockage, etc ...).
Constats : La première phase des travaux consistera en la construction de l'auvent au niveau de la zone 3 dédiée au transit de déchets non dangereux et déchets de papiers/cartons et plastiques. L'exploitant indique que les travaux devraient débuter avant la fin de l'année 2023. L'aménagement des bassins de rétention des eaux (pluviales et incendie) et réalisation de l'ensemble du dispositif de gestion des eaux, puis l'imperméabilisation de la plateforme et l'aménagement des aires de stockages constitueront respectivement les phases suivantes 2 et 3. Les travaux concerneront près de 18 000 m ² de la plateforme de Saint-Martin-de-Crau. Durant la durée des travaux, l'aménagement du site sera temporairement revu pour permettre à PAPREC MEDITERRANEE de maintenir ses activités et ainsi de pouvoir répondre aux engagements auprès de ses différents clients. Lors de la visite, l'exploitant a fait part de modifications qu'il envisage d'apporter aux aménagements prévus en matière de gestion des eaux (pluviales et incendie). Il explique avoir déjà échangé avec les services compétents du SDIS sur les modifications projetées. L'exploitant prévoit de constituer prochainement un porter à connaissance (PAC) relatif à ces aménagements qu'il souhaite modifier. Il est rappelé à l'exploitant que toutes modifications notables apportées à ses installations doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation, conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, Plan des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents stockages sont organisés conformément au dossier, notamment en ce qui concerne les surfaces et volumes des différents îlots définis dans l'étude de dangers, répartis selon le plan de la figure 12 du dossier de présentation joint en annexe au présent arrêté.</p> 
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'importants stocks de broyats de déchets verts et de bois de type souches et troncs sur la plateforme nord du site. Or le plan annexé à l'arrêté préfectoral ne prévoit pas de zone de stockage à cet endroit du site.</p> <p>L'exploitant indique que le stock de bois de type souches et troncs existe sur le site depuis le précédent exploitant Delta Recyclage. Ce type de déchet n'est plus accepté sur le site de Saint-Martin-de-Crau en raison des difficultés associées pour le traiter (matériel utilisé, durée de broyage...).</p> <p>Une réserve de terre en cas de départ d'incendie est disponible à proximité des stocks.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'importants stocks de déchets non dangereux de type déchets de chantiers du BTP sur la plateforme nord du site. Le plan annexé à l'arrêté préfectoral prévoit une zone 6 dédiée à une activité de transit et regroupement de déchets inertes et de déchets de chantiers à cet endroit du site, pour une surface de 225 m² (15 m x 15 m). Or le stock de déchets en place semble dépasser l'emprise de cette zone dédiée.</p> <p>L'exploitant indique qu'une partie correspond effectivement à l'activité de transit de déchets inertes et déchets de chantiers réalisée par la société PAPREC MEDITERRANEE, qui occupe la surface dédiée. L'exploitant précise en revanche que les stocks importants présents à proximité immédiate correspondent aux déchets de démolition du site de Delta Recyclage d'Arles, qui a cessé son activité suite à l'incendie de mi-juillet 2016.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que si des déchets sont destinés à être valorisés, leur durée d'entreposage sur le site ne peut excéder trois ans (cette durée est réduite à un an lorsque les déchets sont destinés à être éliminés).</p> <p>Manifestement, cette durée de trois ans d'entreposage sur le site de Saint-Martin-de-Crau apparaît comme dépassée.</p> <p>L'exploitant s'est donc engagé à résorber ces stocks de déchets de chantier dans les prochains mois, profitant de la venue de différents prestataires pour la réalisation des travaux sur le site.</p> <p>Par conséquent, au regard de l'ensemble de ces éléments, il est demandé à l'exploitant d'évaluer les surfaces et volumes concernés, puis de transmettre un plan d'actions dans lequel il s'engage sur un délai raisonnable de résorption des différents stocks de déchets présents sur la plateforme nord du site, de façon à se conformer au plan de stockage annexé à l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et complétés et précisés comme ci-après :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un contrat de gardiennage hors heures ouvrables ; <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • de deux poteaux incendie, alimentés par deux pompes immergées entraînées par un groupe électrogène, d'un diamètre nominal DN 150 permettant de fournir un débit d'au moins 120 m³/h pendant deux heures ; • de trois bâches souples d'un volume total de 420 m³ ; • d'un réseau de six lances RIA, alimentés soit au moyen de forages équipés de pompes immergées, soit par le réseau incendie général ; <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une détection incendie grâce à 2 caméras thermiques sur mât. <p>L'ensemble des prescriptions prises par l'exploitant devront être respectées.</p> <p>Les consignes de sécurité seront affichées sur l'ensemble du site.</p> <p>Un plan de secours répertoriant les différents moyens de secours par zone sera affiché à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant doit garantir en toutes circonstances l'alimentation électrique des deux pompes immergées permettant l'alimentation du poteau.</p> <p>Un essai de mesure du débit est réalisé afin de s'assurer qu'il fournisse un débit d'au moins 120 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare qu'un dispositif de gardiennage est mis en place sur la période de juin à septembre, les samedis et dimanches, avec réalisation de rondes de surveillance sur le site.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux poteaux incendie, - trois bâches souples : deux de 30 m³ et une de 300 m³, soit un volume total de 360 m³ d'eau, - une caméra thermique positionnée sur un mât à proximité de l'entrée du site (vérification effectuée par sondage), - un local incendie contenant du matériel de lutte contre l'incendie présent à l'arrière de la zone 4 de transit du verre, sur lequel est affichée une consigne de sécurité et à l'intérieur duquel sont également disponibles plusieurs consignes de manipulation et de rangement du matériel, - colonnes sèches au sol couvrant les zones nord et sud du site et munies de raccords pompiers, - une voie d'accès aux pompiers périphérique dégagée de tout obstacle et entretenue. <p>Il ressort de ces constats une non-conformité au regard du volume total d'eau disponible dans les bâches souples : il manque 60 m³.</p> <p>Pour autant, l'exploitant dispose sur son site de moyens complémentaires à ce que prévoit strictement l'article 5.2.1 de son autorisation préfectorale.</p> <p>L'exploitant indique que les pompiers viennent régulièrement faire des exercices sur le site de Saint-Martin-de-Crau.</p> <p>Par conséquent, au regard de l'ensemble de ces éléments, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance relatif aux moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur son site. Ce dernier devra justifier le dimensionnement suffisant des moyens présents. L'exploitant consultera les services compétents du SDIS sur le sujet et joindra leur avis à son dossier. L'instruction du PAC par les services de l'inspection des installations classées pourrait conduire, le cas échéant, à une modification des prescriptions techniques fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/2023 en matière de lutte contre l'incendie.</p> <p>La présence de l'ensemble des six lances RIA n'a pas été vérifiée sur le terrain. Ce point a fait l'objet d'un examen documentaire en salle. À cet effet, il est demandé à l'exploitant de compléter le plan de secours en répertoriant les RIA.</p>

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre les derniers résultats des essais réalisés sur les poteaux incendie visant à justifier qu'ils sont en capacité de délivrer les débits requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Limitation du trafic poids-lourds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation du trafic poids-lourds
Prescription contrôlée : Le trafic routier est limité à une moyenne hebdomadaire de 44 poids-lourds par jour, avec un maximum de 50 poids-lourds par jour.
Constats : Cette prescription résulte de plusieurs observations formulées lors de l'enquête publique réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale. En réponse, l'exploitant a récemment mis en place un suivi. L'agent situé en poste au niveau du local bascule tient la comptabilité journalière des poids-lourds (PL). À titre d'exemple : - semaine 17 (du lundi 24 au vendredi 28 avril 2023) : trafic routier de 192 PL, soit environ 38 PL/jour. - semaine 18 (du mardi 2 au vendredi 5 mai 2023) : trafic routier de 86 PL, soit environ 21 PL/jour. Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Limitation du volume annuel par nature de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.3
Thème(s) : Autre, Volume d'activité
Prescription contrôlée : Type de déchets -----> Volume maximum annuel Déchets de bois -----> 35 000 tonnes Déchets verts -----> 5 000 tonnes Papiers / cartons / plastiques -----> 8 000 tonnes Déchets non dangereux en mélange -----> 12 000 tonnes Déchets inertes -----> 5 000 tonnes Déchets de verre -----> 2 000 tonnes Déchets de ferrailles et métaux -----> 1 000 tonnes
Constats : La définition des volumes maximum annuels de déchets réceptionnés par le site de PAPREC MEDITERRANEE a fait l'objet d'échanges et d'arbitrages lors de la procédure d'instruction de l'autorisation environnementale. À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni le bilan de l'année écoulée (2022) : Déchets de bois -----> 24 600 tonnes Déchets verts -----> 1 010 tonnes Papiers / cartons / plastiques -----> 4 900 tonnes Déchets non dangereux en mélange -----> 8 500 tonnes Déchets inertes -----> 3 000 tonnes Déchets de verre -----> 630 tonnes Déchets de ferrailles et métaux -----> 460 tonnes L'exploitant déclare que l'année 2022 est représentative d'un volume d'activité « normal » du site (reprise post période covid). Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.4.1
Thème(s) : Autre, prévention des envols
Prescription contrôlée : ... Les activités de transit, regroupement et tri des papiers/cartons, plastiques et déchets non dangereux en mélange se déroulent sous un auvent construit à cet effet. Des filets anti-envols installés sous les vents dominants complètent le dispositif.
Constats : La construction de l'auvent constitue la première phase des travaux programmés sur la plateforme, dont le démarrage est prévu avant fin de l'année 2023. La présence de filets anti-envols a été constatée : <ul style="list-style-type: none">- en limite sud de la zone 3 dédiée aux activités de transit, regroupement de déchets non dangereux et de papiers/cartons et plastiques et- en limite sud du site le long de la voie d'accès aux pompiers. L'exploitant a indiqué que le linéaire de filet anti-envols sera complété vers l'angle sud-ouest du site en fin d'année 2023. L'exploitant ajoute qu'à chaque épisode de mistral, des agents sont chargés de nettoyer les environs du site. Cette équipe intervient également en cas de signalement de riverains. Si nécessaire, PAPREC MEDITERRANEE prend en location une nacelle pour procéder à des opérations de nettoyage des arbres au sud du site. L'exploitant complète en précisant avoir mis en place une mesure organisationnelle visant à limiter les envols le week-end. Le vendredi après-midi, il n'y a plus d'apport de déchets sur le site. Cette demi-journée est consacrée à des opérations de nettoyage de la dalle de la zone 3 dédiée aux activités de transit, regroupement de déchets non dangereux et de papiers/cartons et plastiques. Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 6.4.2
Thème(s) : Autre, traçabilité déchets et envol de poussières
Prescription contrôlée : ... La traçabilité des déchets est effectuée conformément à l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement. ...
Constats : PAPREC MEDITERRANEE dispose de son propre logiciel de suivi des déchets. À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a fourni un extrait du registre des déchets sortants portant sur la période du 02/01 au 16/01/2023. Le tableau comporte les informations exigées au titre de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 sus-visé. Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet